GRÈVE AU SUD DE GRENOBLE !

Tous-tes ensemble dans le mouvement social national !

Etudiant.es, lycéen.nes, enseignant.es, chômeur.euses et salarié.es du Sud de Grenoble, regroupons-nous !

NOUS, ÉTUDIANT-ES DE L'IUGA, APPELONS À:

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
IUGA - AMPHI G
LUNDI 12 Oct. 12H

MANIFESTATION
Départ: **IUGA**
MARDI 13 Oct. 10H

La journée de mobilisation du 6 octobre a été une vraie démonstration de force populaire, tant nationalement que localement, avec plus de **13 000 personnes** dans les rues de Grenoble. Ce jour-là, des milliers d'étudiant-es se sont retrouvé-es pour former des cortèges qui ont rejoint la manifestation des lycéen-nes et des différents secteurs en grève.

Vendredi 9 octobre, a eu lieu la première Assemblée Générale de Grenoble Sud à l'IUGA et nous étions plus de **250 personnes** ! Parmi les personnes présentes se trouvaient des étudiant-es de l'IUGA, de l'ENSAG, d'Ocellia, de l'ICM, mais aussi des travailleurs-euses sociaux-ales, un représentant d'une association et des enseignant-es.
Cette assemblée a permis aux écoles et structures voisines de l'IUGA d'exprimer leurs ressentis, leurs réalités et leurs besoins qui, pour beaucoup, rejoignent les revendications de cette mobilisation. Elle a également permis de voir que **la mobilisation prend de l'ampleur** et que de plus en plus de monde rejoint le mouvement. Plus d'une soixantaine d'étudiants de l'IUGA se sont mis en grève ce jour-là pour appeler à cette assemblée, mais aussi plus largement pour montrer que, nous avons le pouvoir de bloquer le bon fonctionnement des institutions par nos choix d'y participer ou non.

En cette nouvelle semaine de mobilisation, les travailleurs et travailleuses de la TAG à Grenoble ont posé un préavis de grève reconductible jusqu'à janvier. Il est impératif que cette grève soit rejointe par toutes et tous jusqu'à la grève générale, afin qu'ensemble, nous portions ces revendications communes qui sont violemment réprimées et étouffées par le pouvoir en place.

La lutte que les lycéen-nes ont débutée dépasse les revendications purement scolaires : elle dénonce aussi le racisme d'État, les inégalités sociales, les violences policières et les crimes de l'État français.

Mardi, plus de **1 800 actions de blocage** ont été recensées par l'Union syndicale lycéenne.

Nous, étudiant-es, partageons totalement leur révolte et leurs revendications. La journée de mardi l'a démontré avec **90 % des facs bloquées au niveau national.**

Il est essentiel de continuer à massifier ce mouvement, de se coordonner avec les différents secteurs mobilisés et d'aller discuter avec toutes celles et ceux qui ont intérêt à nous rejoindre dans la rue. **Cette bataille ne sera victorieuse qu'avec un mouvement qui fasse le lien entre lycéen-nes, étudiant-es, travailleur-euses, profs, pompier-es, fonction publique…** Seul un mouvement d'ensemble permettra de faire reculer le gouvernement et d'aller chercher l'argent là où il est : dans les poches du patronat et de l'armée !

C'est tout un système que dénonce cette révolte lycéenne, et nous appelons toute la jeunesse à la rejoindre dans la rue.

Notre AG a voté une politique avec des blocages et des piquets de grève. **C'est la grève de tous-tes les étudiant-es qui permettra de donner confiance dans cette lutte,** à nous comme aux travailleurs !

C'est cette grève qui nous permettra d'éviter la répression policière, le distanciel et l'essouflement de la mobilisation ! Aux côtés des lycéen-nes, nous prévoyons une semaine noire de mobilisation **jusqu'au 17 octobre, et jusqu'à la satisfaction de toutes les revendications lycéennes et étudiantes.**

Nous, étudiant-es, exigeons entre autres :

› L'abrogation de « Bienvenue en France » de Parcoursup et MonMaster, la fin de la sélection, l'ouverture de places en licence et en master, l'inscription de tous les sans-facs mobilisé-es qui se battent depuis plusieurs mois pour leur droit d'étudier.

› La gratuité de l'enseignement et des investissements massifs dans l'université publique.

› Les notions abordées en cours pendant ces périodes ne peuvent pas être évaluées aux examens et partiels afin de ne pas pénaliser les étudiant-es mobilisés et leur permettre d'y participer librement. Nous demandons l'interdiction des cours en distanciel.

› La libération de tous les lycéen-nes interpellé-es et l'abandon des poursuites à leur encontre !

› Contre les violences policières : le désarmement des forces de répression, l'abrogation de la loi « Permis de tuer » et la suppression des corps spéciaux (BRAV-M, BAC, CRS, etc.).